

Nos lecteurs se souviennent qu'après l'arrestation des camarades Causse, Glaymann, Helminger, le Comité de Coordination des Réfractaires Anticolonialistes poursuit son activité sous l'animation de Mauricenne. Celui-ci, désireux de se concilier les bonnes grâces de la direction du P.C.F. — et il semble bien qu'il y soit parvenu, car il n'est pas inutile pour les Thoraziens de se dédouaner sans risque — s'évertue à faire disparaître le « problème » des insoumis et déserteurs. Après un accord officieux avec la justice militaire, le C.C.R.A. appela les insoumis et déserteurs à réintégrer l'armée française et sans bruit. Il est de fait que dans plusieurs cas ceci se fit sans répression. Néanmoins, un groupe de réfractaires refuse cette solution: il nous a fait parvenir plusieurs textes qu'une place limitée nous empêche de publier intégralement.

Nous assurons ces camarades de tout notre soutien et croyons indispensable d'obtenir l'amnistie des réfractaires et militants des réseaux de soutien. L'existence en exil pour ces raisons de membres de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale n'est qu'un motif supplémentaire, pour nous, de relancer la campagne indispensable. On lira également le texte d'un communiqué de presse relatant les résultats d'une entrevue de ces camarades avec le Bureau Politique du F.L.N.; des extraits de ce communiqué ont déjà paru dans « Le Monde » et « France Soir » du 29 août.



Tunis, le 4 août 1962.

Le C.C.R.A. imagine que la réincorporation débouche sur l'amnistie. Dès lors, cette amnistie après soumission, n'embrasserait-elle pas déserteurs tortionnaires et déserteurs solidaires du peuple algérien? Quel sins cela prendrait-il aux yeux de l'opinion française et internationale? Que le général de Gaulle était l'arbitre nécessaire entre les deux fractions, un moment sur le mauvais chemin et enfin réconciliées au nom de la Grandeur Française. Cette réintégration serait peut-être sociale mais nullement politique; cependant le C.C.R.A. prétend que l'acte d'insoumission ne nous appartient plus, car « la gauche se serait située par rapport à lui ». Peut-on penser que l'acceptation d'une réintégration de cet ordre puisse être une plate-forme d'action politique valable de la gauche française? Non. Et nous sommes sûrs que nos véritables amis comprendront notre refus de « régler une situation » grâce à un pardon, et feront de notre retour en France une victoire politique arrachée par le peuple français.

Des camarades nous demandent des informations au sujet d'un « Parti communiste révolutionnaire » qui vient de publier un journal et se prétend « section française de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Il s'agit d'une opération frauduleuse commise par une fraction en Amérique latine qui, sans avoir cherché à convaincre l'Internationale de ses positions, a prétendu avoir organisé une conférence extraordinaire de la IV<sup>e</sup> Internationale (dont les sections n'avaient pas même été informées) et qui maintenant s'efforce de fabriquer des « partis » dans quelques pays d'Europe. Nulle part, elle n'y a reçu l'adhésion d'un dirigeant, membre d'un Comité Central, de cadres anciens de nos sections. Les journaux ont été publiés avec une aide complète, tant dans les textes que dans le financement, de la part des scissionnistes d'Amérique latine. Pour donner une idée de leurs positions, disons qu'ils condamnent la Deuxième Déclaration de La Havane du peuple cubain comme étant écrit sur un « ligne bourgeoise », qu'ils estiment qu'il faudra faire dans ce pays une « révolution politique sui generis » (sic), que le F.L.N. en signant les accords d'Evian a trahi la révolution algérienne, et que l'U.R.S.S. pour aider la révolution coloniale doit envisager une guerre atomique préventive. On comprendra aisément que la IV<sup>e</sup> Internationale ait rejeté de telles positions totalement aberrantes qui en Europe n'ont pu tromper que quelques camarades.

10-9-1962

LE B.P. DU P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale).

# Des réfractaires poursuivent le combat

de L'Humanité

ARAGON HISTORIEN I

L'année dernière André Maurois et Aragon décidaient d'un commun accord de rédiger l'un, une histoire des Etats-Unis d'Amérique, l'autre une histoire de l'U.R.S.S. Aragon, dans un interview qu'il a donné à « Rude Pravo » (Journal tchécoslovaque) et que « L'Humanité » du 1<sup>er</sup> septembre a reproduit, vient de présenter son livre qui paraîtra en novembre prochain: « J'ai consacré des soins à ne pas dépasser les faits constatés et à ne pas me laisser entraîner par des hypothèses, ceci parce que j'estime qu'il convient de respecter entièrement le rythme conservé par ceux qui, en U.R.S.S., avec un courage sans pareil, réévaluent correctement tout ce qui a été dit et publié pendant des dizaines d'années, pour arriver à la vérité historique. »

Que penser de la valeur du livre, de la probité d'Aragon, qui au lieu de se fixer pour but la vérité historique, quitte à faire de désagréables découvertes concernant, par exemple, le rôle éminent de Trotsky, la pertinence de ses propositions révolutionnaires et antibureaucratiques, se fixe par avance, ce qu'il convient de « découvrir » pour rejoindre les positions actuelles de la direction du P.C.U.S.

De quel nom doit-on appeler celui qui écrit un livre d'histoire en se conformant à des exigences, tout à fait indépendantes de l'esprit de la recherche scientifique. L'apologétique religieuse n'emploie pas d'autres procédés pour faire de l'Histoire du Monde une louange du Très-Haut, elle remodèle des dogmes, comme Aragon, en fonction des progrès de l'esprit critique, tout en prenant garde de rester dans des limites raisonnables.

Ainsi donc, Aragon, après avoir si longtemps écrit l'Histoire à la mode stalinienne, l'écrit maintenant à la mode khrouchtévienne.

Mais, malgré toutes les subtilités et les faux fuyants des bureaucrates, on ne peut indéfiniment étouffer la vérité. Un jour, peut-être prochain, on écrira une véritable histoire de l'U.R.S.S. et de l'Internationale Communiste.

On pourra alors mesurer toute la distance avec les documents écrits par Aragon et par tant d'autres qui resteront comme des exemples achevés de falsifications plus ou moins brutales, plus ou moins subtiles.

Tunis, le 22 août 1962.

Un petit nombre de déserteurs et d'insoumis rentrent ou envisagent de rentrer en France, sur la base de promesses orales qui auraient été transmises au Comité de Coordination des Réfractaires Anticolonialistes, par le général Barc, au nom du Département de la Justice militaire, pour terminer ou faire leur service militaire.

Ils justifient ainsi leur conduite :

« L'exil n'a plus aucune raison d'être puisque la guerre d'Algérie est terminée — il est exclu d'espérer de nouvelles concessions — aucun parti ni organisation n'est prêt à soutenir des revendications plus importantes. Ils cesseraient même de s'intéresser aux réfractaires. »

Nous refusons cette attitude.

Nous exigeons pour notre retour en France une amnistie préalable contenant des garanties effectives qui rétabliront dans la totalité de leurs droits civiques tous ceux qui sont poursuivis pour leur refus de faire la guerre à l'Algérie ou leur soutien au F.L.N.

Nous pensons qu'une telle revendication pourra nourrir l'action des partis et organisations de gauche contre la politique du pouvoir gaulliste, alors qu'une rentrée silencieuse cautionnerait cette politique et viderait nos actes antérieurs de leur signification. »

BARBIER, insoumis,  
BIOU, déserteur,  
BCREY, insoumis,  
DIDIER, déserteur,  
LETERRIER, déserteur,  
MAZIERE, déserteur,  
SFEZ, déserteur,  
TASSIMOT, déserteur.

ALGER, 28 août.

« Au cours d'une entrevue accordée à un groupe de réfractaires français, le Bureau Politique du F.L.N. a déclaré qu'il continuerait à apporter son aide à la cause des réfractaires anticolonialistes français » annonce un communiqué de ce Bureau.

Il rappelle « que la reconnaissance de la Nation algérienne par le gouvernement français justifie le choix qu'ils ont fait en tant que français, de refuser de porter les armes contre le peuple algérien ». En conséquence, le Bureau Politique offre aux réfractaires français venant en Algérie un statut de réfugié politique. Ils pourront ainsi participer à l'édification de l'Algérie indépendante et en même temps préparer les conditions de leur retour en France.

Nous tenons à dénoncer les mensonges du C.C.R.A., sa tentative de démoralisation des réfractaires, par la précipitation (18 août) avec laquelle il prétend les enterrer dans un processus irréversible qu'il présente comme l'ultime concession gouvernementale alors qu'il s'agit d'un abandon total aux décisions arbitraires d'un gouvernement qui espère ainsi affaiblir la gauche française par cette nouvelle défaite.

Nous dénonçons aussi la menace gratuite et péremptoire: « isolement des réfractaires en cas de refus d'un tel processus ». Au contraire, la pétition F.S.R.A. entre autres, nous assure la solidarité et la compréhension d'une certaine partie de la gauche française.

Enfin, nous rappelons que l'appel initial du C.C.R.A. demandait « que ne soient pas dissociés les cas de ceux qui militent en France et en exil, des réfractaires et des militants des réseaux de soutien au F.L.N. ». Il est clair, cependant, qu'accepter la réintégration du 18 août, c'est abandonner les camarades emprisonnés. La dissolution projetée par le C.C.R.A. concrétiserait cet abandon.

Le C.C.R.A. déclare: « Toute rentrée individuelle dans sa région militaire sans soutien officiel peut présenter quelques risques. Au contraire la présentation en groupe sous l'égide du C.C.R.A., en présence des avocats et avec l'assentiment de la direction de la justice militaire offre le maximum de garanties ». Quelles concessions a-t-il été amené à faire, pour obtenir si rapidement une telle reconnaissance de fait et de droit de la part du gouvernement gaulliste -

Qu'en pensez-vous ?

Pour nous, le C.C.R.A. a cessé d'exister. Il n'est pas question pour autant de se disperser. Car qu'est-ce qui rend urgente la création d'un C.C.R.A.? Notre isolement. Pourquoi le C.C.R.A. eut-il l'occasion d'engager un processus de compromis? Parce que, isolés, les réfractaires ne purent avoir aucun contrôle sur lui. Et comment le bureau du C.C.R.A. espérait-il faire aboutir le processus du compromis? En entretenant notre isolement.

Etes-vous d'accord ?

Donnez-nous votre avis à notre adresse: R. TORTY c/o DARMON, 25, avenue de Paris, Tunis.

## Communiqué

Une brochure du

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

### Après de Gaulle ?

— La nature du gaullisme.

— La critique des grandes organisations ouvrières.

— Ce que préconisent les trotskystes.

C.C.P. La Vérité des Travailleurs 6965-68 Paris

Prix : 1 NF

## Le prophète armé

Tome I (1879-1921)

par Isaac Deutscher

BIOGRAPHIE DE LEON TROTSKY

Julliard Editeur

Depuis les écrits de Léon Trotsky lui-même, c'est le premier livre qui donne la vérité sur toute l'histoire du bolchevisme et des Révolutions russes.

A  
LIRE:

En souscription

HOMMAGE A

Natalia SEDOVA-TROTSKY

par

Marguerite Bonnet, André Breton,  
Isaac Deutscher, Pierre Frank,  
Joseph Hansen, Livio Maïtan,  
Pierre Naville, Laurette Orfila,  
Michel Raptis, Alfred Rosmer,  
Laurent Schwartz, Jack Weber,  
W. Sara

NOTES

POUR UN PORTRAIT

par Léon Trotsky

Un vol. in-16 Jésus, 124 pages,  
9 reproductions photo

On souscrit à

« Les Lettres Nouvelles »

30, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 9.574-63

Prix : 10 NF

(Spécifier : Hommage  
à Natalia Trotsky)

Ce volume ne sera pas  
dans le commerce